



REPUBLIQUE D'ANGOLA

N.V.
07-12-11
PH

**DISCOURS DE S.E MONSIEUR JOÃO BAPTISTA KUSSUMUA, MINISTRE DE
L'ASSISTANCE ET DE LA REINSERTION SOCIALE, AU SEGMENT MINISTERIEL DE
HAUT NIVEAU DE L'HCR A L'OCCASION DU 60^{EME} ANNIVERSAIRE DE LA
CONVENTION DE 1951 SUR LE STATUT DES REFUGIES ET DU 50^{EME}
ANNIVERSAIRE DE LA CONVENTION DE 1961 SUR LA REDUCTION DES CAS
D'APATRIDE**

**MONSIEUR LE PRÉSIDENT,
MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE,
MESDAMES ET MESSIEURS,**

Permettez-moi, au moment de prendre la parole dans cette importante réunion, intergouvernemental de haut niveau, de féliciter, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés pour son initiative dans la promotion de cet événement qui témoigne de sa ténacité et de sa détermination dans la recherche constante des meilleures solutions aux problèmes des réfugiés.

Au nom du gouvernement de mon pays, ma délégation voudrait ici témoigner toute sa reconnaissance au HCR, pour le travail que cette organisation abat depuis plus de soixante années d'existence, dont plusieurs en collaboration avec le gouvernement de l'Angola, pour résoudre le défis du déplacement forcé, notamment pendant la période d'instabilité et, plus récemment, dans l'organisation du rapatriement volontaire de tous les Angolais réfugiés dans les pays voisins.

Nous saluons le HCR pour avoir placé la question des personnes affectées par les déplacements forcés sur l'agenda international, de façon systématique.

Les mouvements migratoires ~~volontaires~~ de populations dans le monde se sont intensifiés et sont devenus plus complexes, donnant ainsi naissance à de nouvelles formes de déplacement dues à la

^{urbanisation}
~~croissance économique~~ mêlée à de multiples facteurs sociaux, économiques, politiques, environnementaux, de droits humains et de catastrophes naturelles.

5. Soixante ans après la création du HCR, le drame des déplacements forcés prédomine, dans un contexte plus menaçant d'incertitude, d'imprévisibilité, de xénophobie, de racisme, et d'hostilité envers les réfugiés et demandeurs d'asile, rendant le mandat de cette agence spécialisée des Nations Unies, aussi pertinent que lorsqu'elle a été créée.

6. Selon le rapport du HCR, en décembre 2010, quand l'Agence des Nations Unies a parachevé 60 ans d'existence, le monde comptait environ 43,7 millions de personnes déplacées par les conflits ou des persécutions, le nombre le plus élevé des 15 dernières années.

MESDAMES ET MESSIEURS,

7. L'augmentation de ces chiffres a également créé un défi pour la protection des réfugiés et exerçant de fortes pressions sur les systèmes nationaux d'asile et d'accueil, obligeant les États à concevoir des mécanismes plus appropriés afin de minimiser la souffrance personnelle et collective des personnes qui vivent cette douloureuse expérience depuis plusieurs années ou même des générations.

8. La Convention relative au statut des réfugiés de 1951 et la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatride continuent de représenter des instruments de références générales pour les réfugiés et se sont révélés être des instruments dynamiques et capables de s'adapter à diverses situations sociopolitiques.

9. L'importance qui a été conférée à ces instruments juridiques internationaux depuis 1951 est évidente, dans la mesure où ils ont servi de base pour élaborer les instruments régionaux pour la protection des réfugiés en Afrique, en Amérique latine et en Europe, reconnaissant pleinement la Convention de 1951 et le Protocole de 1967, ce qui a démontré, par conséquent, le rôle et l'engagement du HCR dans la protection et l'assistance des demandeurs d'asile et des

réfugiés.

MESDAMES ET MESSIEURS,

10. Le gouvernement angolais, en partenariat avec le HCR continue de travailler sur le processus de révision de la politique d'octroi de l'asile et de protection des réfugiés en conformité avec les dispositions du droit international humanitaire et la Convention de 1951.

11. Nous demeurons engagés à mener à bien l'opération de rapatriement volontaire et organisée des réfugiés angolais restants, et ce malgré les contraintes financière pour appuyer ce processus de rapatriement.

12. Pour que tous les citoyens angolais jouissant du statut de réfugié adhèrent au processus de retour en Angola, le gouvernement angolais a prolongé l'opération de rapatriement volontaire jusqu'à juin 2012, période à laquelle le HCR devra annoncer la clause de cessation du statut de réfugié aux angolais.

13. Pour conclure, nous saisissons cette occasion pour demander le soutien inconditionnel du HCR aux gouvernement Angolais pour mettre en œuvre les dispositions des instruments relatifs à la protection des réfugiés en particulier la mise en œuvre de solutions durables pour tous les réfugiés qui choisissent de rester dans les pays d'asile.

Je vous remercie

J.B.K.